

du côté de **VICHY** Quel avenir pour le site de Montpertuis ?

Alors que la dépollution de l'ancien site d'armement touche à sa fin, Vichy Communauté s'apprête à acquérir le site. Pour en faire quoi ? C'est la question posée par les riverains, toujours mobilisés pour leur cadre de vie...

CHARLINE NERMOND

Quoi ?

D'ici 3 mois, la dépollution de l'ancien site Manurhin Défense de Montpertuis sera terminée. Une première étape attendue depuis plus de 3 ans par les élus locaux. « Il y aura ensuite une étape administrative pour établir la conformité de la zone, -notamment avec la DREAL- et enfin Vichy Communauté pourra acquérir le site » annonce Joseph Gaillard, vice-président en charge du développement économique.

VICHY COMMUNAUTÉ PROPRIÉTAIRE EN 2018

Que fera ensuite la collectivité de ces 125 hectares de terrain et de la centaine de bâtiments qui s'y trouve ? Le Mouvement Danger Montpertuis, qui s'était créé au moment où l'on évoquait l'installation d'une usine de bio-éthanol, craint toujours l'arrivée de ce type de projet polluant, malgré les pro-



Malgré les promesses des élus sur l'absence de projet polluant sur le site, le Mouvement Danger Montpertuis continue de se rassembler « on veut des actes, pas des paroles ».

Pourquoi

Et après

ptertuis, qui s'était créé au moment où l'on évoquait l'installation d'une usine de bio-éthanol, craint toujours l'arrivée de ce type de projet polluant, malgré les pro-



Malgré les promesses des élus sur l'absence de projet polluant sur le site, le Mouvement Danger Montpertuis continue de se rassembler « on veut des actes, pas des paroles ».

Pourquoi ?

Première inquiétude de la présidente du mouvement, Isabelle Filatov : la révision du Plan Local d'Urbanisme de Bellerive. « Le PLU prévoit de lever le statut de « Zone Nature » du site pour le passer en zone à urbaniser, on ne comprend pas pourquoi puisqu'on nous dit qu'il n'y a pas de projet, autant le laisser en zone N ». Plus inquiétant selon elle, la création d'une Société Publique Locale, créée pour imaginer le futur aménagement du site : « dans cette SPL, les élus de Clermont-Ferrand détiennent deux tiers des votes. Pourquoi transférer le pouvoir de décision à Clermont ? Au moment du dossier bio-éthanol, les constructeurs de pneu-

matiques comme Michelin étaient très intéressés. Nous craignons qu'il y ait un projet sous-jacent déjà engagé et que les élus se cachent derrière cette SPL dont ils n'ont plus le pouvoir ». Depuis plus d'un an, les élus locaux ne cessent d'affirmer qu'il n'y aura aucun projet polluant sur le site. De Claude Malhuret à Frédéric Aguilera, en passant par Jérôme Joannet et Joseph Gaillard : « les services de l'Etat nous disent de lever le statut de zone N car il n'y a tout simplement rien de naturel dans cette zone ! Quant au projet de bio-éthanol, il n'est jamais sorti de terre et il n'y a plus aucun plan de ce côté-là. Ce sont des accusations fantaisistes ».

Le site possède aujourd'hui trois zones : une partie forestière, qui reste en zone N et assure une ceinture boisée à l'ensemble, des zones à usage « non sensible » pour lesquelles les résidus polluants empêchent certains types de construction, et des terrains nus, qui eux peuvent accueillir tout type d'activités tertiaires et pourquoi pas des habitations : « on pourrait imaginer pourquoi pas un centre de recherche ou des activités numériques, mais aujourd'hui les importants porteurs de projet ne viennent pas à Vichy et il n'y a donc aucune piste à ce jour » assure Joseph Gaillard.

Et après ?

DES MANIFESTATIONS PRÉVUES

Du côté des riverains, on imagine le même type d'avenir pour la zone, avec une renaturation des sites pollués en zones humides : « tant qu'on ne connaît pas le projet d'aménagement, on poursuit la mobilisation. On souhaite que l'enquêteur public engagé pour le PLU de Bellerive soit sensibilisé à notre désir de conserver un cadre de vie agréable et qu'il donne un avis défavorable au déclassement du site ». En attendant, le bras de fer continue : manifestation prévue le 28 avril dès 15h sur la place de la Poste à Vichy.

“ Les acteurs du dossier ”



Frédéric Aguilera
PRÉSIDENT DE
VICHY COMMUNAUTÉ

Il fait adhérer la communauté de communes à une « Société Publique Locale Clermont-Auvergne ». C'est là que seront décidés les futurs aménagements du site.



Joseph Gaillard
VICE-PDT EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET
ADJOINT À BELLERIVE

Il dénonce « les élucubrations de quelques riverains » et assure qu'il n'y aura « ni activité polluante, ni projet caché ».



Jérôme Joannet
MAIRE DE BELLERIVE

La commune a engagé une révision du PLU pour lever le statut de « zone Nature » et classer le site en « zone à urbaniser ». L'enquête publique se termine à la fin du mois.



Claude Malhuret
ANCIEN PRÉSIDENT DE
VICHY COMMUNAUTÉ

C'est lui qui confirmait l'existence du projet de bio-éthanol en 2014. Mars 2017 : encore président, il refuse d'acheter le site sans étude d'aménagement préalable.



Isabelle Filatov
PRÉSIDENTE DE
DANGER MONTPERTUIS

Association de riverains créée en 2016 contre l'installation d'activités polluantes sur le site (pétition « Danger Montpertuis »). Elle dit compter plus de 5 000 sympathisants.